

- *Société en général* - nullité - modification des statuts - violation d'une règle sanctionnée pénalement - réduction de capital (CA Paris, 3^e ch. sec. A, 21 mars 2000) 387

Législation et réglementation

I. Loi

- Loi n° 2000-230 du 13 mars 2000, portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique 389

II. Décrets

- Décret n° 99-1120 du 21 décembre 1999, modifiant le décret n° 69-810 du 12 août 1969 relatif à l'organisation de la profession et au statut professionnel des commissaires aux comptes de sociétés 390
- Décret n° 2000-221 du 8 mars 2000 relatif à l'attribution des parts sociales des sociétés locales d'épargne aux collectivités territoriales 391
- Décret n° 2000-270 du 21 mars 2000, modifiant les articles 38, 38 *sexdecies* RB, 40 A et 46 C de l'annexe III au code général des impôts relatif aux obligations déclaratives des contribuables relevant des bénéfices industriels et commerciaux, des bénéfices agricoles, des bénéfices non commerciaux et des revenus fonciers 392

III. Instruction

- Note DGI du 16 février 2000 relative à l'ISF - parts et actions de sociétés soumises à l'IS - biens professionnels 394

Bibliographie

- I. Comptes rendus d'ouvrages 397
- II. Bibliographie thématique : l'inscription en compte des valeurs mobilières 403
- III. Actualités bibliographiques 406
- IV. Sélection d'ouvrages récents 414
- V. Thèses de doctorat 415

Informations

- I. Taux de l'impôt sur les sociétés 1998 417
- II. Colloque 418

27 SET. 2006

Reg	
Cat.	
Clas.	



VII. Droit communautaire des sociétés

- Communautés européennes - comptes annuels - Quatrième directive 78/660 CEE du 25 juillet 1978 - principes d'image fidèle et de prudence - provision globale pour risques et charges - admission exceptionnelle - conditions - fixation abstraite (non), CJCE, 5^e ch., 14 sept. 1999, par François PASQUALINI et Valeria PASQUALINI-SALERNO 336

VIII. Droit fiscal des sociétés

- Impôt de solidarité sur la fortune - biens professionnels - parts et actions de sociétés soumises à l'IS - président du conseil de surveillance - jetons de présence - caractère non professionnel, Cass. com., 29 juin 1999, par Emmanuel KORNPBST 345

IX. Droit pénal des sociétés

- Société - société par actions - société anonyme - commissaire aux comptes - non-révélation de faits délictueux - définition, Cass. crim., 13 sept. 1999, par Bernard BOULOC 353
- Société - société anonyme - abus de biens sociaux - prescription - action publique - délai - point de départ, Cass. crim., 13 oct. 1999, par Bernard BOULOC 360
- Société - société anonyme - abus de biens sociaux - action civile - recevabilité - syndicat de salariés, Cass. crim., 27 oct. 1999, par Bernard BOULOC 364
- Société - société par actions - abus de biens sociaux - action civile - extinction - transaction - appréciation des juges de fonds, Cass. crim., 27 oct. 1999, par Bernard BOULOC 373

Sommaires de jurisprudence

par Yves GUYON

- *Associations* - contrôle de la Cour des comptes - droits de la défense - garanties (CE, 4^e et 1^{re} sous-sections réunies, 19 janv. 2000) 381
- *EURL* - dissolution - extinction du cautionnement garantissant les dettes de l'EURL (CA Douai 2^e ch., 20 janv. 2000) 382
- *Groupement d'intérêt économique* - membre - qualité - preuve (CA Paris, 3^e ch. sec. C, 11 févr. 2000) 382
- *Groupement d'intérêt économique* - contrôle des comptes - désignation d'un commissaire aux comptes à titre facultatif (CA Paris, 3^e ch. sec. C., 5 nov. 1999) 383
- *Société anonyme* - directoire - président - durée des fonctions - détermination par le conseil de surveillance (CA Paris, 3^e ch. sec. C, 10 déc. 1999) 384
- *Société anonyme* - expertise de gestion - domaine - acte de gestion - comptes sociaux (non) (CA Paris, 14^e ch. sec. B, 4 févr. 2000) 385
- *Société civile immobilière* - associé - droits - droit à la jouissance privative de l'immeuble social (non) (CA Versailles, 3^e ch., 14 janv. 2000) 385
- *Sociétés civiles* - sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - assemblées générales - convocation - lettre recommandée - nullité (CA Versailles, 13 mars 2000) 386

II. Sociétés anonymes

- Sociétés anonymes - actions - dividendes - nature - fruits civils, Cass. com., 5 oct. 1999, Note Hervé LE NABASQUE 286
- Augmentation des engagements des actionnaires - consentement nécessaire - clôture de la liquidation, minoritaire, blocage des comptes de la liquidation (non) - abus de minorité (non), Cass. com., 19 oct. 1999, par Laurent GODON 294

III. Sociétés civiles

- Cautionnement - dépassement de l'objet social - communauté d'intérêts avec le débiteur principal - validité, Cass. 1^{re} civ., 1^{er} févr. 2000, par Yves GUYON 301
- Société civile - associé - droit de retrait - litige - nature - litige entre associés (non) - litige entre la société et l'associé (oui) - conséquences procédurales, Cass. 3^e civ., 29 mars 2000, par Bernard SAINTOURENS 304

IV. Sociétés à capital variable

- Société civile à capital variable associé - retrait - faculté d'ordre public - valeur des parts - date - détermination, CA Paris, 14^e ch. A, 9 févr. 2000, par Bernard SAINTOURENS 308
- Sociétés coopératives agricoles - associé retrayant - prêt consenti par une caisse régionale du Crédit agricole et non encore intégralement remboursé - interdiction de toute réduction de capital - Article 731 du code rural, Cass. 1^{re} civ., 9 nov. 1999, par Sabine DANA-DEMARET 312

V. Associations

- Association - président - action en justice - contrôle du pouvoir - habilitation, Cass. 1^{re} civ., 11 janv. 2000, par Yves CHARTIER 319

VI. Droit boursier

- Société - obligation d'information du public - obligation de contrôle des informations publiées par la presse (non), CA Paris, 1^{re} ch. H, 11 janv. 2000, par Sébastien ROBINEAU 321
- Commission des opérations de bourse - procédure de sanction administrative - poursuite des commissaires aux comptes (oui) - nullité de la procédure pour défaut de conformité à la convention européenne des droits de l'homme (oui), CA Paris, 1^{re} ch. H, 7 mars 2000, par Sébastien ROBINEAU 327

TABLE DES MATIÈRES

Doctrine

■ La société par actions simplifiée (L. 12 juillet 1999)

- Contexte et méthode de l'adoption du nouveau régime de la société par actions simplifiée (art. 3 de la loi du 12 juillet 1999). Présentation du dispositif, par Didier VALETTE 215
- Le rôle de l'intérêt social dans la société par actions simplifiée, par Didier PORACCHIA 223
- Aménagements statutaires et actionnariat, par Jean STOUFFLET 241
- Société par actions simplifiée et droit social, par Jacques BARTHELEMY 245
- Les aspects communautaires et internationaux de la société par actions simplifiée, par Yves GUYON 255
- La société par actions simplifiée et la proposition de création d'une société privée européenne, par Joëlle SIMON 263
- Les SOFERGIE, des sociétés fiscalement ordinaires, par François PASQUALINI 271

Jurisprudence commentée

I. Sociétés en général

- Société anonyme - forme - représentant légal - dénomination erronée - grief (non), Cass. 1^{re} civ., 5 oct. 1999, note Yves CHARTIER 275
- 1^o Arbitrage - procédure - instance - demande incidente - recevabilité - conditions - lien suffisant avec les prétentions originaires.
2^o Société (règles générales) - parts sociales - cession - prix - fixation - convention de cession prévoyant les modalités de calcul - estimation par un collège d'experts - données de références faussées - impossibilité pour les experts de parvenir à l'évaluation de la chose vendue - effet, Cass. 2^e civ., 8 avr. 1999, note Jacques MOURY 278

Revue

des
sociétés



DIRECTEUR
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF
Isabelle Urbain-Parléani

DALLOZ